



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

EXPANDED AGRIBUSINESS AND TRADE PROMOTION (USAID E-ATP)

In fulfillment of the following deliverable under task 3.3.4:

**Advocacy plan developed for each value chain
Poultry Value Chain (FY 2012)**

Contract/ Project No.: EDH-1-00-00005-11

Submitted to: Danielle Knueppel, COR
Expanded Agribusiness and Trade Promotion
USAID/WA
Accra, Ghana



Abt Associates Inc. ■ 4550 Montgomery Lane, Suite 800 North ■
Bethesda, Maryland 20814 ■ Tel: 301.347.5000. ■ Fax: 301.913.652.9061
■ www.abtassociates.com

In collaboration with:
ACDI/VOCA
CARANA Corporation
Banyan Global

J.E Austin
ASVELIS
Global Cold Chain Alliance



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PLAN DE PLAIDOYER REGIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR VOLAILLE POUR UNE LIBERALISATION EFFECTIVE DES ECHANGES COMMERCIAUX DES PRODUITS AVICOLES DANS L'ESPACE CEDEAO (FY 2012)

Septembre 2011

This publication was produced for review by the United States Agency for International Development. It was prepared by Abt Associates in association with CARANA Corporation for the USAID Expanded Agribusiness and Trade Promotion Project.

Recommended Citation: Ngo-Eyok, Suzanne. Septembre 2011. « *Plan de Plaidoyer Régional de la Chaîne de Valeur Volaille pour une Libéralisation Effective des Echanges Commerciaux des Produits Avicoles dans l'Espace CEDEAO (FY 2012)*. » Prepared for the Expanded Agribusiness and Trade Promotion (E-ATP) Project by Abt Associates Inc. in association with CARANA Corporation, Bethesda, MD,

Contract/Project No.: EDH-1-00-05-00005-00-11

Submitted to: Danielle Knueppel, COR
Expanded Agribusiness and Trade Promotion Project
USAID/WA
Accra, Ghana



Abt Associates Inc. ■ 4550 Montgomery Avenue, Suite 800 North
■ Bethesda, Maryland 20814 ■ Tel: 301.347.5000 ■ Fax: 301.913.9061
■ www.abtassociates.com

In collaboration with:
ACDI/VOCA
CARANA Corporation
ASVELIS

Global Cold Chain Alliance (GCCA)
J.E. Austin
Banyan Global

PLAN DE PLAIDOYER REGIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR VOLAILLE POUR UNE LIBERALISATION EFFECTIVE DES ECHANGES COMMERCIAUX DES PRODUITS AVICOLES DANS L'ESPASCE CEDEAO (FY 2012)

**USAID EXPANDED AGRIBUSINESS AND TRADE
PROMOTION (E-ATP) PROJECT**

DISCLAIMER

The author's views expressed in this publication do not necessarily reflect the views of the United States Agency for International Development (USAID) or the United States Government.

CONTENTS

Contents	iii
Acronymes	iv
1. Contexte	1
2. Objectifs du plan de plaidoyer	3
3. Environnement politique pour le commerce de volaille dans l'espace CEDEAO	5
3.1 Les interdictions d'importation en raison de la grippe aviaire.....	5
3.2 Interdiction d'importation au Nigeria.....	6
3.3 La TVA sur les poussins d'un jour	7
3.4 La non-universalité des certificats sanitaires émis dans l'espace régional	7
4. Activités et chronogramme	9
4.1 Détails des activités.....	9
4.2 Chronogramme.....	10
4.3 Budget.....	10
Annexes : Rapport des journées techniques avicoles de l'UOFA	11

ACRONYMES

ATP	Agribusiness and Trade Promotion Project
CAADP	Programme général de développement agricole de l’Afrique
CEDEAO	Communauté économique des états de l’Afrique de l’Ouest
E-ATP	Expanded Agribusiness and Trade Promotion Project
ECOWAP	Politique agricole commune de CEDEAO
JTA	Journées techniques avicoles
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAN	Poultry Association of Nigeria
PIVA	Partner Institution Viability Assessment
TVA	Taxe de valeur ajoutée
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest Africaine
UOFA/UEMOA	Union des organisations de la filière avicole des états membres de l’UEMOA
USAID	United States Agency for International Development

I. CONTEXTE

Le projet *Expanded Agribusiness and Trade Promotion* (E-ATP) de l'*United States Agency for International Development* (USAID) / Afrique de l'Ouest vise à accroître la valeur et le volume du commerce agricole intra-régional, en vue de contribuer à atteindre la cible de 6 pourcent de croissance agricole annuelle fixée par le Programme général de développement agricole de l'Afrique (CAADP) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union Africaine. E-ATP contribue à la mise en œuvre de la politique agricole commune (ECOWAP) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de ses programmes fédérateurs régionaux. Le projet se concentre sur trois chaînes de valeurs (mil/sorgho, riz, volaille) le long de corridors de transport reliant les zones de production aux marchés de consommation en Afrique de l'Ouest. En facilitant la mise en relation des zones de surplus de production vivrière avec les zones de déficit de production, E-ATP contribue à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

En 2009, E-ATP a effectué une évaluation régionale de la chaîne de valeurs volaille suivie en janvier 2010 par un atelier régional de consultation des principaux acteurs du secteur avicole. Lors de cette consultation, l'Union des organisations de la filière avicole des états membres de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UOFA / UEMOA) a été identifiée comme organisation sous régionale partenaire de l'E-ATP.

En 2010, une évaluation des organisations nationales membres de l'UOFA / UEMOA, suivi du *Partner Institution Viability Assessment* (PIVA) initial, a permis d'identifier des actions à mener pour renforcer les capacités de l'UOFA / UEMOA.

En 2011, un atelier a permis d'harmoniser les activités du plan d'action de l'UOFA / UEMOA avec celles du plan de développement de la chaîne de valeurs volaille du projet. Au cours de cet atelier, les participants ont demandé à E-ATP de mener l'étude « Le transport et la logistique des poussins d'un jour » le long du corridor Kumasi–Accra (Ghana)–Lomé (Togo)–Cotonou (Benin) et de dégager des axes de collaborations pour le plaidoyer dans les domaines de la logistique et de la biosécurité, qui sont les éléments fondamentaux du plaidoyer avicoles en Afrique de l'Ouest.

Les 27-30 novembre 2012, lors de la quatrième Journées techniques avicoles (4ième JTA) de l'UOFA, E-ATP et UOFA/ UEMOA ont revisité des axes de plaidoyers pour le développement de la filière avicole, notamment afin de :

- La présentation des résultats de l'étude sur le transport et la logistique des poussins d'un jour sur le corridor Kumasi–Accra (Ghana)–Lomé (Togo)–Cotonou (Benin) afin de promouvoir le plaidoyer auprès des autorités sanitaires et douanières
- La mise en place d'une démarche qualité pour la production d'œufs à couver et de poussins d'un jour en Afrique de l'Ouest
- L'analyse des politiques du commerce des produits avicoles dans l'espace CEDEAO.

2. OBJECTIFS DU PLAN DE PLAIDOYER

L'objectif général du plan de plaidoyer avicole porte sur l'obtention d'un libre échange des produits avicoles (œufs à couver, poussin d'un jour, et produits phytosanitaires) ainsi qu'une harmonisation des procédures vétérinaires entre les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Pour la période d'octobre 2011 à décembre 2011, l'association sous régional cherche à établir un dialogue entre les organisations professionnelles du secteur avicoles et les autorités, aussi bien au niveau régional que national, sur la problématique du commerce des produits et intrants avicoles dans l'espace CEDEAO.

Les objectifs sont :

- Faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées au sein de la CEDEAO sur les intrants et produits avicoles
- Encourager le respect des règles communautaires dispositions prises de la CEDEAO
- Proposer un plan de mise en œuvre complète des dispositions harmonisées en y associant tous les services concernés en amont et en aval des transactions
- Améliorer la biosécurité

3. ENVIRONNEMENT POLITIQUE POUR LE COMMERCE DE VOLAILLE DANS L'ESPACE CEDEAO

Les questions liées à la politique commerciale pour la volaille sont :

- Interdiction d'importation dans plusieurs pays en raison de la grippe aviaire
- Taxe de valeur ajoutée (TVA) perçue sur poussins d'un jour
- Les certificats vétérinaires nationaux qui ne sont pas acceptés comme universel

3.1 LES INTERDICTIONS D'IMPORTATION EN RAISON DE LA GRIPPE AVIAIRE

L'épidémie régionale de la grippe aviaire en 2006 a conduit les gouvernements nationaux qui imposent des restrictions à l'importation sur les oiseaux vivants, de viande, et d'œufs. Alors qu'il a été plusieurs années depuis la dernière épidémie de la grippe aviaire dans de nombreux pays (voir le tableau 1), néanmoins ces restrictions restent en place, en tant que pays peuvent retarder le démantèlement des fins protectionnistes.

DATE DE LA RESOLUTION DES CAS DE GRIPPE AVIAIRE A JOUR

Bénin	05/2008
Burkina Faso	05/2006
Cameroun	04/2006
Côte d'Ivoire	10/2009
Ghana	08/2007
Niger	06/2006
Nigeria	10/2008
Togo	01/2009

Source: "La filière avicole en Afrique de l'Ouest face à la grippe aviaire." Présentation par le Dr Ricarda Mondry à E-ATP de volaille parties prenantes atelier. Janvier 2010.

Bien qu'il soit certainement une bonne politique publique pour lutter contre la propagation de la grippe aviaire, l'imposition prolongée de l'interdiction d'importer des données bien au-delà de la résolution de la dernière épidémie pourrait en fait constituer une restriction déguisée au commerce.

Le seul exemple de ce type de restriction générale nationale en cours de démantèlement, c'est quand la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont convenu d'autoriser le commerce de

volaille entre les deux pays en 2010. Les producteurs des poussins d'un jour dans plusieurs pays ont également réussi à établir l'approbation préalable de leurs installations à expédier à d'autres pays dans le cadre du «fournisseur connu».

Les pays sont tenus de déclarer leurs propres territoires libres de la grippe aviaire. Le processus d'auto-déclaration d'un pays indemne d'influenza aviaire est censé impliquer des enquêtes détaillées sur les élevages de volailles de toutes tailles à travers le pays. Comme ces enquêtes sont coûteuses et étant donné le nombre de ménages élevant de la volaille en Afrique de l'Ouest, peu de pays Ouest Africains ont été en mesure de suivre les procédures recommandées par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Aucun organisme international ne peut contraindre un pays à démanteler les restrictions à l'importation. L'OIE ne peut tout simplement donner un avis sur la rigueur de la démarche suivie par les pays membres. D'autres pays doivent croire en un pays auto-déclaration afin de démanteler leurs propres restrictions à l'importation.

Les producteurs de volaille en Afrique de l'Ouest et les commerçants gagneraient au démantèlement des barrières nationales restantes. Si des obstacles injustes au commerce entre les pays de la CEDEAO peuvent être éliminés, alors les producteurs de volaille en Afrique de l'Ouest seront plus compétitifs face à la concurrence internationale des fournisseurs à faible coût comme la Thaïlande et le Vietnam. Un potentiel important existe pour augmenter le commerce intra-régional, en raison de différences dans les prix et la disponibilité des aliments pour volaille entre les pays et dans d'autres éléments de compétitivité tels que le coût de l'électricité et dans tarifaires de protection vis-à-vis des importations en provenance des pays de la CEDEAO.

En vertu de son interdiction d'importer, le Sénégal ne permet pas l'importation de volaille de tous les pays, même les pays où la grippe aviaire n'a jamais paru. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a critiqué cette pratique de la part du Sénégal comme étant incompatible avec les règles internationales sur les liens entre la santé animale et les politiques commerciales. Sénégal peuvent utiliser l'excuse de la grippe aviaire pour protéger ses producteurs avicoles nationaux.

3.2 INTERDICTION D'IMPORTATION AU NIGERIA

Pendant de nombreuses années, le Nigeria a interdit les importations de volaille en provenance de tout autre pays, y compris d'autres pays membres de la CEDEAO. Le gouvernement du Nigeria reconnaît ouvertement que l'interdiction d'importer est en place afin de protéger l'industrie de la volaille domestique au Nigeria contre les importations à bas prix.

Une interdiction générale des importations est une barrière politique et le Nigeria est en violation de ses engagements en vertu de la CEDEAO et de l'OMC. Les interdictions générales ne sont également pas la meilleure façon d'améliorer la compétitivité de la filière avicole. Les incitations à la contrebande et la corruption sont en augmentation. Le gouvernement Nigérian perd des recettes douanières. Par exemple, même avec l'interdiction, le Nigeria importe de grandes quantités de produits de volaille en provenance du Bénin. Un

flux constant des échanges de poussins d'un jour de Kumasi au Ghana à Cotonou pour la production avicole locale au Bénin, c'est une porte ouverte sur le marché Nigérian de façon indirecte.

La stratégie de démantèlement interdiction des importations du Nigeria consiste à aider les associations avicoles nationales et régionales de la chaîne de valeur avicole, telle que l'UOFA et le *Poultry Association of Nigeria* (PAN), à faire pression sur le gouvernement Nigérian afin de lever l'interdiction, au moins sur les importations en provenance d'autres pays de la CEDEAO. Depuis le Nigeria est un grand marché, avec la moitié des consommateurs de toute la région de la CEDEAO, et des revenus généralement plus élevés, la levée de l'interdiction à l'importation pourrait augmenter les incitations à l'investissement dans le secteur de la volaille dans les pays de la CEDEAO.

3.3 LA TVA SUR LES POUSSINS D'UN JOUR

Les pays membres de l'UEMOA peuvent décider d'évaluer une TVA réduite (5 pourcent à 10 pourcent) sur les œufs en coquille, aliments pour animaux, poussins d'un jour, de la farine de céréales, et de matériel agricole.

3.4 LA NON-UNIVERSALITE DES CERTIFICATS SANITAIRES EMIS DANS L'ESPACE REGIONAL

Les accords zootechniques existants entre les pays de la CEDEAO reconnaissent qu'un certificat vétérinaire délivré par un pays est valable dans tous les autres pays. Dans la pratique, lorsque les commerçants apportent des volailles d'un pays dans un autre, le vétérinaire officiel à la frontière du pays importateur insiste sur la délivrance d'un nouveau certificat vétérinaire nationale, généralement moyennant un supplément. Il s'agit d'une barrière non-tarifaire qui augmente le coût du commerce de la volaille.

L'application correcte des règles relatives à la reconnaissance mutuelle de l'équivalence des certificats vétérinaires nationaux est de la responsabilité des services vétérinaires nationaux. En juin 2010, E-ATP a contribué à rapprocher les autorités vétérinaires de différents pays pour discuter de la reconnaissance de l'équivalence des certificats vétérinaires dans la chaîne de valeur de la volaille. Les fonctionnaires ont entamé un processus pour l'examen du libellé des certificats nationaux de chaque pays afin d'avoir une plus grande assurance que des niveaux équivalents de protection existent sorte que les certificats nationaux seront acceptés comme universels.

Les membres de l'UOFA veulent attirer l'attention sur cette question à travers un plaidoyer adressé aux directions vétérinaires nationales. À l'heure actuelle, le commerce de la volaille est inutilement entravé par la nécessité d'obtenir un nouveau certificat vétérinaire nationale dans chacun des pays successifs, l'augmentation des coûts à la fois en termes d'argent et de temps perdu n'est pas négligeable.

4. ACTIVITES ET CHRONOGRAMME

4.1 DETAILS DES ACTIVITES

ACTIVITES	QUI ?		QUAND ? Période, Délais	COMMENT ? Méthode, Approche
	Acteurs	Responsables Impulsion et Coordination		
Faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées au sein de la CEDEAO sur les intrants et produits avicoles	Chaque association nationale	La S.G. et le secrétaire permanent de de l'UOFA	Novembre à décembre 2011	Compilation des tracasseries; documentation via les commerçants, producteurs, et transporteurs membres des associations nationales
Encourager le respect des règles communautaires dispositions prises de la CEDEAO auprès des membres	Bureau de l'association nationale	Président national	Décembre 2011	Publication de circulaires informatives pour les membres exportateurs et importateurs
Proposer un plan de mise en œuvre complète des dispositions harmonisées en y associant tous les services concernés en amont et en aval des transactions	Bureau de l'association nationale	Président national	Novembre à décembre 2011	Séances de travail individuelles avec les points cibles identifiés (présentation des préoccupations)
Renforcer l'environnement bio-sécuritaire Ouest-Africain	Commission sanitaire nationale	Président national	Décembre 2011	Election d'un secrétariat pour la coordination

4.2 CHRONOGRAMME

ACTIVITES	Oct 2011	Nov 2011	Déc 2011
Faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées au sein de la CEDEAO sur les intrants et produits avicoles			
Encourager le respect des règles communautaires dispositions prises de la CEDEAO auprès des membres			
Proposer un plan de mise en œuvre complète des dispositions harmonisées en y associant tous les services concernés en amont et en aval des transactions			
Faire du plaidoyer auprès des points cibles identifiés			
Renforcer l'environnement bio-sécuritaire Ouest Africain			

4.3 BUDGET

\$1 = 500 FCFA

	ACTIVITES	Montants (en FCFA)	Montants (en \$)
1	Faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées au sein de la CEDEAO sur les intrants et produits avicoles	00	00
2	Encourager le respect des règles communautaires dispositions prises de la CEDEAO auprès des membres	250,000	500
3	Proposer un plan de mise en œuvre complète des dispositions harmonisées en y associant tous les services concernés en amont et en aval des transactions	1,000,000	2,000
4	Faire du plaidoyer auprès des points cibles identifiés	7,000,000	14,000
5	Renforcer l'environnement bio-sécuritaire Ouest-Africain	15,000,000	30,000
	TOTAL	23.250.000	46,500

ANNEXES : RAPPORT DES JOURNEES TECHNIQUES AVICOLES DE L'UOFA



Du 28 au 30 novembre 2011 au Bénin Marina Hôtel, Cotonou, Bénin

Rédaction assurée par : Le Laboratoire de Recherche Avicole et de Zoo-Economie

Dr. Ir. Frédéric M. HOUNDONUGBO

Mr. Fabrice KAKABA

PREAMBULE

Les quatrièmes Journées Techniques Avicoles (JTA) de l'Union des Organisations de la Filière Avicole (UOFA) font suite à celles tenues successivement à Abidjan (Juin 2008), à Dakar (Juin 2009), et à Bamako (Juin 2010).

Les deux premières éditions étaient essentiellement basées sur les maladies aviaires (actualité oblige). La troisième édition quant à elle a porté sur l'adoption d'un plan d'action et le renforcement des capacités des associations membres de l'UOFA. Cette année, l'UOFA s'est donné comme objectif d'élaborer un plan de plaidoyer afin de favoriser le développement des échanges des intrants et produits avicoles entre ses pays membres et le Ghana.

Ainsi, le thème des quatrièmes JTA est : **«Harmonisation des règles tarifaires en matière de circulation des produits et intrants avicoles dans la zone de l'UEMOA et le Ghana.»**

LISTE DES ABREVIATIONS

SIGLES	DEFINITIONS
AG	Assemblée Générale
ATP	Agribusiness and Trade Promotion
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
E-ATP	Expanded Agribusiness and Trade Promotion
FAO	Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture
GVS SA	Groupe Véto Service SA
JTA	Journées Techniques Avicoles
OAC	Œuf à couver
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	Produit intérieur brut
TEC	Tarif extérieur commun
TRIE	Transit Routier Inter Etats
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNAP	Union Nationale des Aviculteurs Professionnels
UOFA	Union des Organisations de la Filière Avicole
USAID	United States Agency for International Development

LIEU DE L'ATELIER



Cotonou

INTRODUCTION

Les quatrièmes JTA de l'UOFA ont eu lieu du 28 au 30 novembre 2011 au Bénin Marina Hôtel, Cotonou, République du Bénin. Ces JTA ont regroupé des représentants du Ghana et ceux des différentes organisations faisant parties de l'UOFA de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ainsi, les participants aux quatrièmes JTA proviennent des pays Ouest Africains, à savoir : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Sénégal, Togo, et le Ghana.

Le thème de ces quatrièmes JTA est intitulé «**Harmonisation des règles tarifaires en matière de circulation des intrants et produits avicoles dans la zone UEMOA et le Ghana.**» Son organisation a été rendue possible grâce à la contribution de plusieurs institutions dont l'UEMOA, le projet *Expanded Agribusiness and Trade Promotion (E-ATP)*, AGRISATCH du Bénin, le Groupe Véto Service du Bénin, et la Coopérative TERRENA de la France.

Ce document de rapport des quatrièmes JTA porte sur les activités menées, les points essentiels à retenir des débats, et les recommandations de l'atelier. Il se fonde d'une part sur le contenu des communications des experts et des participants, et d'autre part sur les débats qui ont eu lieu.

1. OBJECTIFS DES QUATRIEMES JTA

L'objectif principal des quatrièmes JTA de Cotonou 2011 est l'harmonisation des règles tarifaires en matière de circulation des produits et intrants avicoles entre les pays membres (UEMOA et Ghana).

De façon spécifique, ces quatrièmes JTA ont pour objectifs de permettre aux participants de :

- Faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées au sein de l'UEMOA sur les intrants et produits avicoles
- Réfléchir sur un plan de plaidoyer à faire au niveau de chaque état afin que les dispositions prises au sein de la commission de l'UEMOA soient respectées
- Proposer sur la base des recommandations de l'atelier un plan de mise en œuvre complète des dispositions harmonisées en y associant tous les services concernés en amont et en aval des transactions

2. ACTIVITES DES JTA

Les quatrièmes JTA ont été programmées sur trois jours dont une demi-journée consacrée à une visite de ferme. Des communications d'experts et de participants, suivies de débats très enrichissants ont eu lieu dans la première journée.

2.1 Cérémonie d'Ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée de la façon suivante :

- Allocution de bienvenue du Président de l'Union Nationale des Aviculteurs Professionnelles du Bénin (UNAP-Bénin), Mr. Jean Batiste SATCHIVI
- Animation / déclamation poétique
- Allocution du Président de l'UOFA, Mr. Jean Marie ACKAH
- Animation culturelle : ballet du groupe « TODE »
- Allocution d'ouverture du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la République du Bénin, Mr. Sabäi KATE
- Photos d'ensemble / cocktail et départ des officiels

Dans son allocution, le Président de l'UNAP-Bénin a remercié Monsieur le Ministre pour avoir accepté de marquer de sa présence effective cette cérémonie d'ouverture. Il a également remercié l'ensemble des représentants des pays membres et les organismes et partenaires techniques et financiers pour leurs précieuses contributions.

Le Président de l'UNAP-Bénin a vivement souhaité que cette rencontre soit fructueuse en échanges et qu'à l'issue de des travaux, des propositions concrètes soient émises pour l'atteinte des objectifs.

Après cette cérémonie d'ouverture, les communications suivies de débats se sont déroulées jusqu'à la fin de la journée du 28 novembre 2011.

2.2. Communications

L'ensemble des communications présentées lors des quatrièmes JTA figure dans le tableau suivant.

LISTE DES COMMUNICATIONS

No	THEMES	PRESENTATEUR	STRUCTURE
1	La filière avicole dans l'espace UEMOA	Dr. Christophe CHRYSOSTOME	Expert
2	Les échanges des intrants et produits avicoles dans l'espace UEMOA : enjeux et contraintes	Dr. Jacques DOUGNON	Expert
3	La filière avicole Sénégalaise	Dr. Ismaïla SECK	Direction des services vétérinaires du Sénégal
4	Point sur la circulation des intrants et produits divers avicoles au Togo	Lemou TOYI	Direction Elevage du Togo
5	La coopérative agricole TERRENA	Frédéric STAUFFER	Coopérative TERRENA
6	Les rôles et contributions du groupe Vêto Service SA au développement de l'aviculture Béninoise	Hypolite GANSSIHOUNDÉ	Groupe Vêto Service du Bénin
7	Politiques commerciales régionales pour l'amélioration de l'environnement des affaires	Frank OFEI	E-ATP/USAID
8	Transport de poussins d'un jour	Mr. Kossi Pass DAHOUI	
9	La mise en place de la charte sanitaire pour la production d'œufs à couver (OAC) et poussins d'un jour en Afrique de l'Ouest	Mr. Pato Pidemnéné STEED	
10	Evaluation de l'abattage de volaille commerciale et mise en place d'atelier d'abattage pilote en Afrique de l'Ouest	Dje KOUAKOU	
11	Mise en œuvre de la charte sanitaire dans les élevages de reproducteurs et les couvoirs de l'Afrique de l'Ouest	Madame Hubertine APLOGAN	Direction Elevage du Bénin

2.2.1. Communication des experts

Au total deux conférenciers ont entretenu l'assistance sur les thèmes suivants :

- La filière avicole dans l'espace UEMOA
- Echanges des intrants et produits avicoles dans l'espace UEMOA : enjeux et contraintes

Il ressort de la première communication que :

- L'espace UEMOA contribue à 0,25 pourcent à la production mondiale de viande de volaille et à 0,22 pourcent celle des œufs.

- La filière avicole s'accroît très rapidement avec un taux de croissance de 8 à 10 pourcent par an.
- La filière avicole est également pourvoyeuse d'emploi avec une estimation de plus de 150.000 emplois directs et indirects.
- Les statistiques récentes sur les producteurs d'œufs et de volaille dans l'espace UEMOA et le Ghana sont rares.
- La production d'aliment est estimée à 478.320 tonnes par an avec une consommation de maïs de 240.000 tonnes par an.
- Des abattoirs modernes existent dans seulement deux pays des organisations membres de l'UOFA. Les autres pays n'ont que des unités de tueries plus ou moins modernes.
- Les entreprises avicoles ne bénéficient pas de tous les avantages accordés au secteur agricole / avicole au sein de l'UEMOA.

De la deuxième communication, on peut retenir les points ci-après :

- Plusieurs intrants et produits avicoles font l'objet d'échanges entre les pays de l'UEMOA. Il s'agit essentiellement des poussins d'un jour, des matières premières destinées à l'alimentation animale et de la viande de volaille.
- Les pays côtiers sont généralement les pourvoyeurs de poussins des couvoirs nationaux ou à travers la réexportation des poussins importés d'Europe (France, Belgique, Hollande).
- Les différents axes qui existent actuellement sont :
 - Côte d'Ivoire–Mali
 - Côte d'Ivoire–Burkina Faso
 - Côte d'Ivoire–Ghana
 - Sénégal–Mali–Burkina Faso
 - Ghana–Bénin via Togo
- Les principales contraintes aux échanges sous régionaux dans l'UEMOA sont :
 - La faible disponibilité des matières premières destinées à l'alimentation animale (tourteau de soja, farine de poisson, intrants chimiques, etc.)
 - La fluctuation des prix des matières premières destinées à l'alimentation animale

- Le faible respect des réglementations communautaires par les états
- L'absence de normalisation des intrants et produits avicoles
- La faible efficacité des organisations professionnelles existantes
- L'insuffisance d'infrastructures de transformation
- Les taxes douanières ont atteint en 2010 ; 8,5 pourcent pour les poussins reproducteurs, 45,77 pourcent pour les poussins d'un jour, et 13 pourcent pour les intrants alimentaires
- Les tracasseries routières sur les différents axes
- L'absence des certificats d'origine pour les produits du crû
- L'absence d'une normalisation des intrants et produits avicoles
- Les difficultés de règlement des conflits commerciaux en raison de l'absence de législation harmonisée, malgré la mise en œuvre de textes de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)
- La diversité linguistique qui constitue un frein dans des échanges commerciaux à la frontière entre pays (cas des pays frontaliers avec le Ghana ou le Nigeria)

2.2.2 Communication de la Direction des Services Vétérinaire du Sénégal

Cette présentation a porté sur l'état de la filière avicole au Sénégal. Il ressort de cette communication que :

- La suspension des importations de produits avicoles et matériels avicoles usagés à l'exception des œufs à couvrir (OAC) intervenue en 2005 comme mesure de protection contre la grippe aviaire (l'arrêté ministériel N° 007717 du 24/11/2005) a favorisé le développement de la filière avicole au Sénégal.
- La filière avicole contribue de manière importante au produit intérieur brut (PIB) national (près de 17 pourcent du PIB de l'élevage, soit environ 143 milliards de FCFA de chiffre d'affaire en 2009).
- La filière avicole a créé plus de 10.000 emplois directs et indirects.
- Malgré l'arsenal juridique et réglementaire, la filière avicole reste celle où la professionnalisation est la moins contrôlée au Sénégal. Par exemple il n'est pas possible de connaître actuellement tous les acteurs de la filière.

2.2.3 Communication de la Direction de l'Elevage du Togo

Cette communication a porté sur le thème «**Point sur la circulation des intrants et produits divers avicoles.**» De cette communication on peut retenir qu'il existe des circuits commerciaux des poussins d'un jour à savoir :

- **Circuit sans transit.** Ce circuit d'importation est complexe et fait intervenir plusieurs acteurs. Un collecteur de commandes de poussins met à la disposition des éleveurs des poussins venant du Ghana ou d'Europe (France, Hollande, Belgique). Ce circuit est complexe et ne permet pas d'établir la traçabilité et l'origine des poussins. Le délai de livraison est de un à deux mois, voire plus.
- **Circuit avec transit.** Le collecteur Togolais va à Accra (Ghana) où se trouve un autre collecteur de commandes. Dans ce domaine, la société Rice & Co est bien connue des producteurs du Ghana, du Togo, du Bénin, et du Burkina Faso. La durée de livraison est de trois à huit semaines.

Cette communication a, par ailleurs, évoqué :

- L'existence d'importantes tracasseries de transport qui ont des répercussions sur les performances des poussins (retard de croissance, mortalités importantes atteignant 15 pourcent durant les dix premiers jours).
- Les difficultés d'appréciation du niveau d'importation des OAC au Togo, car au niveau des postes de douane la différence n'est pas faite entre les œufs de consommation Togolaise et les OAC qui transitent par le Togo. Par exemple, de 2009 à 2010, le nombre d'OAC enregistré est de 33.790.100 alors qu'une bonne partie y a transité pour les pays voisins (une société Béninoise a fait transiter en 2011 par le Ghana via le Togo 178.200 OAC produits en Hollande).

2.2.4. Communication du groupe TERRENA

La mission de TERRENA est d'inventer, expérimenter, et diffuser des solutions pour une nouvelle agriculture garante de hauts niveaux de rendements, respectueuse des écosystèmes, et fournissant des produits sains aux consommateurs.

Les activités du groupe agroalimentaire coopératif TERRENA sont dans les pôles stratégiques :

- Les productions animales et grandes cultures
- Les filières végétales et distributions spécialisées
- L'agro-alimentaire

Les différents pôles d'activités du groupe TERRENA fournissent 11.434 emplois salariés et permettent au groupe de faire un chiffre d'affaire annuel de 3.715.000.000 euros.

Les orientations du groupe agricole TERRENA sont :

- Anticiper sur les évolutions inéluctables
- Etre différent et créer de la valeur ajoutée

- Répondre aux attentes des aviculteurs partenaires

2.2.5. Communication du Groupe Vétro Service SA

La communication sur les rôles et contributions du Groupe Vétro Service SA (GVS SA) au développement de l'aviculture Béninoise, a mis en évidence les activités du GVS SA. La Société Vétro Services Sarl a vu le jour en 1997. Elle a évolué pour devenir Groupe Vétro Services SA en 2005 suite à l'ouverture de son capital qui est passé de 10.000.000 à 512.420.000 FCFA.

- En santé animale, GVS SA distribue diverses gammes de médicaments vétérinaires importés pour la plupart de l'Europe.
- En nutrition animale, GVS SA dispose d'un complexe intégré de fabrication d'aliments à environ 40 kilomètres de Cotonou. Elle vend des intrants / aliments de volaille.
- Le GVA SA mène également des actions communautaires.

2.2.6. Communication du projet E-ATP

Les projets ATP et E-ATP sont financés par l'USAID. L'objectif global de ces deux initiatives de l'USAID est l'augmentation du volume et de la valeur du commerce intra-régional. Les activités menées par ces deux projets sur la filière avicole ont porté sur :

- Les tracasseries routières
- Les politiques commerciales régionales
- Le contrôle de la grippe aviaire et la réduction de sa menace
- Les abattoirs avicoles
- Les bonnes pratiques avicoles
- La collaboration avec les membres de l'UOFA

Les différentes communications sur les activités du projet E-ATP sur la filière avicole sont :

- **Politiques commerciales régionales pour l'amélioration de l'environnement d'affaires.** Il ressort de cette présentation que :
 - Le régime du libre-échange est régi par les dispositifs de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pris par l'Union Douanière en Afrique de l'Ouest. Ces dispositifs sont subdivisés en deux étapes que sont la zone de libre-échange et le tarif extérieur commun (TEC). Les documents harmonisés sont :

▲ *La libre circulation de produits agricoles et animaux*

▲ *La libre circulation du chauffeur*

▲ *La libre circulation du camion*

- Les entraves liées à l'application du régime de la libre circulation sont :

▲ *Les droits de douane*

▲ *Les taxes d'effet équivalent*

▲ *Les barrières non-tarifaires*

- Un défi important à relever, entre autres, est l'instauration d'un système de dialogue entre acteurs de la filière, gouvernements des pays membres de l'UEMOA, et la CEDEAO.

- **Le transport des poussins d'un jour.** Cette communication indique que :

- Sur une moyenne de 100 km de corridor, le nombre de postes de contrôle est de 40 au Burkina Faso contre 2,2 pour le Bénin.
- Les retards occasionnés par poste sont de 8 minutes au Burkina et 5 minutes au Bénin.
- Le délai total passé entre l'éclosion et le client final est d'environ 26 heures et peut atteindre 48 heures, contre 12 heures recommandées.
- Les véhicules de transport sont non-spécialisés.
- Les mesures de biosécurité sont insuffisantes (haut risque de contamination et de propagation de maladies).
- Les coûts de transport sont élevés.

Au terme de l'étude qui a fait l'objet de la communication, il avait été recommandé de :

▲ *Favoriser l'accès de financements aux accoueurs régionaux afin qu'ils disposent des véhicules spécialisés et des équipements adaptés*

▲ *Nouer des partenariats avec des transporteurs de la région capable d'offrir des services spécialisés de transport des poussins d'un jour de bout à bout*

▲ *Apporter une assistance aux accoueurs pour l'établissement des points de vente et de distribution dans les marchés terminaux de la région*

▲ *Améliorer les procédures aux frontières*

▲ *Former les acteurs aux bonnes pratiques en la matière*

- **Mise en place de la charte sanitaire pour la production des OAC et de poussins d'un jour en Afrique de l'Ouest.** Selon cette communication, pour améliorer le statut sanitaire des poussins il faut respecter :
 - Scrupuleusement le principe de la marche en avant
 - Les mesures de biosécurité
 - La compartimentation

- **Evaluation de l'abattage de volaille commerciale et mise en place d'ateliers d'abattage pilote en Afrique de l'Ouest.** Cette communication a porté sur une évaluation de l'abattage des volailles commerciales et les propositions de mise en place d'abattoirs pilote de volaille commerciale. Il s'agissait de visiter le Burkina Faso, le Mali, et le Sénégal afin d'évaluer les abattoirs de volaille de la sous-région. Il ressort de cette communication que :
 - Dans les tueries de volaille visitées il n'y avait pas de saignoir. La saignée est réalisée à même le sol (à la ferme ou sur le lieu du plumage).
 - Le plumage se fait à la ferme à l'air libre ou dans des ateliers de plumage.
 - Les ateliers de plumage sont équipés d'échaudoir, de plumeuse, et de table de ressuyage ou de filet à la place d'une table.
 - Les conditions de sécurité alimentaire et d'hygiène ne sont pas respectées.
 - Le personnel ne porte pas de tenue spécifique de travail.
 - Il n'y a pas de traçabilité des produits abattus.
 - Le coût de construction du plan type d'atelier d'abattage proposé est estimé à 2,6 à 3 millions FCFA avec un équipement en matériels de 3,5 millions FCFA.

2.2.7. Communication de la Direction de l'Élevage du Bénin

Cette communication a porté sur la mise en œuvre d'un ensemble de bonnes pratiques dans les élevages de reproducteurs et les couvoirs de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria, le Mali, le Sénégal, et le Togo.

L'initiative est motivée entre autres par la nécessité d'établir la traçabilité de poussins et de connaître le statut sanitaire du secteur avicole tout en favorisant le commerce intra-régional des OAC et des poussins d'un jour.

Quelques recommandations qui ressortent de l'étude qui a fait l'objet de la communication sont :

- La prise en charge par l'UOFA ou l'UEMOA les cinq prochaines années de l'achat des réactifs pour le dépistage des salmonelloses, des mycoplasmoses, de la maladie de Newcastle et de la grippe aviaire

- La nécessité de prendre des mesures pour la production d'OAC et de poussins d'un jour de qualité
- La réglementation des mouvements des volailles dans chacun des pays de la sous-région conformément aux exigences de l'OIE en vue de faciliter les échanges commerciaux des produits avicoles

2.3. Points essentiels résultant des débats

A partir des débats qui ont suivi les communications, on peut retenir les points essentiels suivants :

1. L'UOFA / UEMOA (devenue UOFA-AO) doit concentrer d'abord ses actions sur l'harmonisation des règles garantissant la libre circulation des intrants et des produits avicoles au sein des pays de l'UEMOA et du Ghana, voire de la CEDEAO. Ensuite, les actions pourront être étendues aux difficultés d'accès au marché dues à l'importation massive de produits avicoles d'Europe, d'Amérique, et d'Asie car, même avec le taux de douane de 35 pourcent en projection, ce n'est pas évident que les produits avicoles locaux puissent inversés la tendance actuelle.
2. Au regard des difficultés actuelles dans les échanges, il est judicieux d'entreprendre des actions pour l'harmonisation des règles garantissant la libre circulation des intrants et des produits avicoles au sein des pays de l'UEMOA et du Ghana.
3. L'application complète du Transit Routier Inter-Etats est nécessaire sans la rupture des charges réglementaires prévues afin de réduire le temps de transport des poussins d'un jour notamment. Ceci contribuerait à l'élimination des faux frais sur les chaînes de transport des intrants et produits avicoles par la réduction des barrières et postes de contrôle et l'élimination des frais de corruption. Ainsi, les coûts de production diminueraient, renforçant la compétitivité des produits régionaux.
4. L'UOFA pourrait organiser / accompagner des convois de véhicules transportant des intrants et des produits avicoles sous régionaux.
5. L'amélioration des chaînes de transport favorisera la viabilité des poussins importés. Elle renforcera aussi la qualité des produits avicoles.
6. Tous les acteurs de la filière avicole, les gouvernants, et l'UEMOA doivent inciter les entreprises productrices d'intrants avicoles afin qu'ils se fassent enregistrer au niveau de l'UEMOA. Ceci permettrait aux consommateurs (importateurs) de bénéficier des avantages du TEC de l'union.
7. La coordination des efforts et le renforcement de la communication s'imposent en vue de favoriser la production et l'importation des intrants et produits avicoles au sein de l'UOFA.
8. La question de protection ne paraît pas être une voie durable de développement des filières, mais certains pays, pour assurer leur développement, se sont protégés avant de s'ouvrir.

9. La lutte contre l'importation de produits avicoles pourrait être réalisée en :
 - complétant la taxation ad valorem par une tarification spécifique
 - travaillant pour une compétitivité plus accrue de la production locale
 - concevant des mesures de sauvegarde anti-dumping
 - sensibilisant pour la consommation des produits avicoles nationaux ou régionaux
10. L'UOFA doit créer un cadre d'échanges permanent entre partenaires publiques et privés. Ainsi, elle deviendrait un puissant organe de lobbying et de négociation avec les états.
11. L'harmonisation des principes de contrôle des intrants et produits avicoles au sein de l'UOFA est nécessaire. A cet effet, l'initiative de l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sur la certification sanitaire des produits avicoles devra être saisie.
12. La caractérisation des intrants avicoles et l'harmonisation des normes de qualité des intrants et produits avicoles au sein de l'UOFA sont indispensables au développement de la filière.
13. L'évaluation des chaînes de froid dans les pays membres de l'UOFA est nécessaire.
14. L'élaboration d'une base de données fiable, gérée par l'UOFA, est indispensable pour une bonne appréciation de la filière en vue de faire des projections. Ceci, en se basant sur des paramètres et des terminologies harmonisés.
15. L'implication plus accrue de la communauté scientifique afin de mettre en évidence les dysfonctionnements constatés dans les échanges intra-communautaires. Cela servirait de base aux plaidoyers de l'UOFA auprès des gouvernements et des institutions internationales. Le projet E-ATP a donné sa disponibilité pour accompagner l'UOFA dans la préparation de son plan de plaidoyer.
16. Une étude comparative des prix de revient des intrants et produits avicoles entre pays membres de l'UOFA et ceux des pays hors espace UEMOA (y compris les pays Européens et Américains si possible) serait judicieuse.

2.4 Assemblée Générale de l'UOFA

L'Assemblée Générale (AG) des membres de l'UOFA et des représentants du Ghana, s'est tenue le mardi 29 novembre 2011 à Cotonou au cours des JTA. Il ressort de cette AG que :

- L'UOFA est devenue l'Union des Organisation de la Filière Avicole de l'Afrique de l'Ouest (UOFA-AO). Cette décision ouvre la porte à l'adhésion d'autres filières avicoles de la sous-région Ouest Africaine, comme celle du Ghana, qui a participé à ces quatrièmes journées.

- Le bureau sortant de l'UOFA a été reconduit pour diriger l'UOFA-AO pour un mandat de trois ans à nouveau.
- Les prochaines JTA, les cinquièmes donc, se dérouleront au Burkina Faso.

Les détails des décisions de cette AG sont consignés dans un rapport spécial au niveau des organes dirigeants de l'UOFA-AO.

2.5 Visite de la ferme Agrisatch

La visite de ferme a permis aux participants aux quatrièmes JTA de découvrir le potentiel de production de la plus grande ferme avicole du Bénin. Le site de cette exploitation industrielle avicole Agrisatch de Tori, visité, dispose de :

- Quatre poulaillers d'une capacité de 25.435 poules pondeuses chacun, soit au total plus de 100.000 poules pondeuses en production. La production actuelle en œufs de table est de 90.000 en moyenne par jour.
- Deux poussinières d'une capacité de 27.000 poulettes en élevage chacune, soit au total 54.000 poulettes environ.
- Une usine de fabrication d'aliments de capacité cinq tonnes l'heure.

2.6 Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été marquée par deux interventions. La première est relative à la lecture par Madame Sow Aïda du Sénégal de trois motions de remerciement à l'endroit respectivement du gouvernement Béninois et de son chef, de l'UNAP-Bénin, et des partenaires techniques et financiers.

La seconde s'est consacrée au mot de fin du Président de l'UOFA-AO. Ce dernier a salué l'attachement et l'effort de sacrifice des différentes délégations durant les trois jours de travail très rudes. Pour lui, c'est la preuve que les acteurs privés regroupés au sein de l'UOFA-AO et les administrations publiques conviennent de la nécessité d'œuvrer pour le développement de la filière avicole dans la sous-région et la promotion du commerce intra régional. Il reste à traduire dans les faits à la suite de ces quatrièmes JTA, les résolutions et recommandations formulées. Il a enfin remercié tous les participants en général et le comité d'organisation en particulier pour la disponibilité et la grande contribution de ses membres au succès des présentes JTA 2011.

C'est sur ces mots qu'il a déclaré clos les travaux des quatrièmes JTA de l'UOFA-AO et souhaité bon retour à chacun dans sa famille.

3 RECOMMANDATIONS DES JTA

Les recommandations des quatrièmes JTA de l'UOFA-AO sont les suivantes :

- **A l'endroit de l'UEMOA**

- Suivre la transcription des actes garantissant la libre circulation des produits agricoles dans les textes réglementaires nationaux et veiller à leur mise en œuvre

- **A l'endroit de l'UOFA-AO**

- Faire du lobbying auprès des états pour le respect des actes de l'UEMOA garantissant la libre circulation des produits agricoles au sein des pays de l'UEMOA et du Ghana
- Faire du lobbying auprès des états pour la protection de la production nationale de volaille, notamment la réglementation de l'importation des produits avicoles frais et congelés
- Inciter les entreprises productrices d'intrants avicoles à se faire enregistrer à l'UEMOA pour bénéficier des avantages liés à la libéralisation des échanges
- Poursuivre la mise en œuvre de l'harmonisation de la certification sanitaire des produits avicoles initiée par la FAO
- Harmoniser les normes de qualité sur les intrants, les produits avicoles, les couvoirs, et les firmes d'aliments au sein de l'UEMOA et du Ghana
- Concevoir une base de données statistique sur la filière avicole en Afrique de l'Ouest

- **A l'endroit des états-membres de l'UEMOA et du Ghana**

- Respecter les règles garantissant la libre circulation des intrants et des produits avicoles au sein des pays de l'UEMOA et du Ghana
- Transcrire les actes de l'UEMOA garantissant la libre circulation des produits agricoles dans les textes réglementaires nationaux en vue de leur application effective
- Prendre des mesures pour protéger la production nationale de volaille, notamment la réglementation de l'importation des produits avicoles frais et congelés

4. QUELQUES INFORMATIONS UTILES SUR L'UEMOA

A titre d'information, il est à retenir que :

1. L'UEMOA dispose de sites web sur lequel tous les textes réglementaires sont disponibles. Les sites sont : <http://www.UEMOA.int> ou <http://www.izf.net>
2. L'UEMOA dispose d'une représentation dans chaque pays membre.

3. L'UEMOA se rapproche de plus en plus des populations de ses pays-membres à travers des actions de proximité. Dans ce cadre, l'UEMOA intervient en cas de crise dans une filière. A titre d'exemple, il y a (i) l'aide apportée au Bénin et au Togo lors de la crise de la grippe aviaire, (ii) l'intervention dans la filière bétail en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau pour le contrôle de l'épidémie de charbon bactérien, et (iii) la construction de forages d'eau.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, les quatrièmes JTA de l'UOFA / UEMOA se sont bien déroulées à Cotonou du 28 au 30 novembre 2011. Elles ont permis de faire le point du niveau d'application des dispositions harmonisées et de débattre des actions à entreprendre afin de promouvoir le développement des filières avicoles au sein des pays de l'UEMOA et du Ghana.

Les JTA 2011 ont été aussi l'occasion d'élargissement de l'UOFA qui devient l'**Union des Organisations de la Filière Avicole d'Afrique de l'Ouest (UOFA-AO)**.

Des recommandations ont été formulées à l'endroit de l'UEMOA, de l'UOFA-AO et des états de l'UEMOA et du Ghana. Elles serviront de base pour l'élaboration d'un plan de plaidoyer et de lobbying auprès des différents états et des institutions sous régionales (UEMOA et CEDEAO).